

Assurance-chômage--Loi

socialiste des libéraux qui ne fera que nuire au moral, à la productivité et au rendement.

Le député dit que les gens nous demandent de leur donner du poisson. La crise de la pêche a sa cause principale dans l'épuisement des ressources en poisson. Vous ne pouvez vous attendre à ce qu'une ressource naturelle comme le poisson se reconstitue du jour au lendemain. Elle doit être gérée. Je pense que les décisions prises par le ministre des Pêches et des Océans (M. Siddon) sont raisonnables, sinon courageuses, qu'on aurait dû les prendre il y a longtemps et qu'elles aideront à protéger les ressources à l'intention des générations futures. Si quelque chose peut souligner les besoins en formation, s'il y a une crise qui fait ressortir la valeur de cette importante modification dans la Loi sur l'assurance-chômage en faveur de la formation, c'est que nous réalisons qu'une ressource traditionnelle dont nous avons dépendu pendant des siècles n'est plus abondante. Il faut envisager autre chose.

M. Tobin: Êtes-vous en train de déclarer que la pêche est finie?

M. Bird: Je ne dis aucunement que c'est la fin de la pêche, absolument pas. De fait, le ministre des Pêches et des Océans a fait en sorte que ces stocks de poissons soient protégés et gérés et que nous les exploiterons dans la mesure où le permet une saine gestion. La froide réalité est que, dans l'avenir prévisible, les pêcheries ne pourront soutenir le même nombre de personnes que par le passé. Il y aura une période de transition avant de voir naître de nouveaux types d'emploi, de nouveaux types d'industrie. Rien ne croît plus rapidement dans la région de l'Atlantique ou ailleurs que les emplois de service. . .

• (1740)

M. Tobin: Les A & W, les McDonald, les Harvey.

M. Bird: L'autre jour, on m'a dit que dans les McDonald, les Harvey et des établissements de ce genre, vous pouvez rire, mon ami, mais que dans ces endroits aujourd'hui, il faut savoir comment fonctionne une caisse enregistreuse informatisée.

Des voix: Oh, oh!

M. Bird: Monsieur le Président, ces gens sont bien installés depuis si longtemps dans la sécurité des fonctions qu'ils exercent à la Chambre qu'ils ne se rendent pas compte des compétences nécessaires pour trouver un emploi de nos jours. J'ai travaillé dans le secteur privé pendant quelques années—plus longtemps que vous, jeune homme—et plus récemment. Je puis vous dire que

vous pouvez rester assis là à crier, jour après jour, mais je n'ai à peu près jamais rien vu d'aussi inefficace que vous.

Cette loi sur l'assurance-chômage donnera plus d'emplois à vos circonscriptions que toutes les paroles que vous avez pu débiter.

Comme mon collègue l'a proposé, la transition vers l'aquaculture dans les pêches jouera un rôle important.

J'appuie ce projet de loi. Je suis en faveur de la formation qu'il prévoit. J'appuie le principe et l'orientation qui y président. Je rejette totalement la béquille d'un revenu annuel garanti. Si c'est tout ce que peut sortir le député de Labrador (M. Rompkey) comme une bonne idée, il n'a pas grand-chose à offrir.

[Français]

M. Robichaud: Monsieur le Président, c'est absolument incroyable ce que je viens d'entendre de la part d'un député du Nouveau-Brunswick! Comme si on devait entraîner les gens de l'Atlantique pour aller travailler chez McDonald's! Peut-être qu'il aurait dû parler de A & W et de tous les autres petits magasins qui emploient beaucoup de gens à temps partiel. C'est exactement ce qui s'est produit dans l'Atlantique. J'aimerais lui demander s'il est d'accord avec son gouvernement, lorsque celui-ci dans le dernier Budget a coupé les fonds qui allaient vers les programmes de développement régional, qu'il a coupé le Programme APECA où le premier ministre avait promis aux gens de l'Atlantique 1,05 milliard d'argent nouveau en dessus de tous les autres programmes. Mais on s'aperçoit maintenant que ce n'est plus la même histoire. On allonge la période de cinq ans à sept, et maintenant on n'a plus l'argent pour les sous-ententes de développement. Alors je lui demande, avec les changements qu'on est en train de considérer au Programme de l'assurance-chômage, s'il est d'accord avec son gouvernement, avec toutes ces coupures qui enlèvent aux gens de l'Atlantique des opportunités de créer des emplois, ce dont nous avons besoin dans l'Atlantique.

[Traduction]

M. Bird: Monsieur le Président, les dépenses au chapitre du développement régional dans le Canada atlantique en 1989-1990 s'élèveront à 500 millions de dollars, soit le montant le plus élevé jamais dépensé. En comparaison, le gouvernement du parti d'en face a dépensé en moyenne 182 millions de dollars par année de 1978 à 1982.

M. Tobin: C'est faux.